

CONVENTION DE SOUMISSION

LA PRÉSENTE CONVENTION DE SOUMISSION est conclue le 10^{ième} jour d'août 2006.

ENTRE :

MINISTRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC (le « **Ministre** »)

- et -

INFRAS-QUÉBEC A-25, ayant un établissement commercial au 1250, boulevard René-Lévesque Ouest, Suite 2200, Montréal (Québec) H3B 4W8 (le « **Candidat qualifié** »)

- et -

MACQUARIE BANK LTD.

(un « **Membre** »)

- et -

CIMENT ST-LAURENT INC.

- et -

CONSTRUCTION KIEWIT CIE

- et -

GENIVAR SOCIÉTÉ EN COMMANDITE

- et -

MILLER PAVING LTD.

- et -

PARSONS OVERSEAS COMPANY OF CANADA LTD.

(chacun étant un « **Participant** » et collectivement, les « **Participants** »)

ATTENDU QUE

- a) Le Candidat qualifié a été informé qu'aux termes de l'Appel de qualification pour le PPP pour l'Autoroute 25 daté du 22 décembre 2005, il est l'un des Candidats qualifiés;

- b) Le Ministre a offert de verser la Compensation définitive ou l'Allocation à certains Candidats qualifiés selon certaines modalités qu'il désire fixer. Aucune Compensation définitive ou Allocation n'est versée à quiconque avant que ne soit signée la présente Convention;
- c) Le Ministre a proposé un processus consultatif comprenant une Séance d'information générale, des Séances d'information thématiques et des Ateliers de discussion avec chacun des Candidats qualifiés. Le Candidat qualifié, ses Membres et Participants confirment, par la signature de la présente Convention, qu'ils acceptent le processus consultatif proposé et qu'ils acceptent d'être liés par les quittances et renonciations décrites à la présente Convention;
- d) Les parties ont conclu la présente Convention pour fixer les modalités de versement de la Compensation définitive ou de l'Allocation et pour établir leurs droits et obligations respectifs relativement au processus consultatif et à certaines autres questions dont il est fait mention aux présentes.

PAR CONSÉQUENT, MOYENNANT CONTREPARTIE DE VALEUR REÇUE ET SUFFISANTE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1.1 À moins que le contexte n'exige une interprétation différente, les termes employés à la présente Convention et définis à l'annexe A ont le sens qui leur est donné dans cette annexe et les termes qui n'y sont pas définis, mais le sont dans l'A/P, ont le sens qui leur est donné dans l'A/P.

1.2 Chacune des annexes de la présente Convention y est intégrée et en fait partie.

1.3 En cas de conflit ou de contradiction entre la présente Convention et une partie de l'A/P, les dispositions de la présente Convention ont préséance.

1.4 Les renvois dans les présentes à l'A/P ou au projet d'Entente de partenariat constituent des renvois à la version la plus à jour de ces documents, en leur version modifiée par les addendas que le Ministre a délivrés au Candidat qualifié conformément à l'A/P (collectivement, les « **addendas** » et individuellement, un « **addenda** »).

ARTICLE 2 COMPENSATION DÉFINITIVE, ALLOCATION ET RESPONSABILITÉ ENVERS LES CANDIDATS QUALIFIÉS

2.1 Le Ministre verse la Compensation définitive au Candidat qualifié conformément aux modalités précisées au présent article 2.

2.2 L'obligation du Ministre de verser la Compensation définitive est assujettie aux sections 2.2 et 2.3 et est conditionnelle à ce que le Candidat qualifié :

2.2.1 dépose une Proposition conforme avant la Date de dépôt des Propositions à l'Endroit de remise (sous réserve des dispositions de la section 2.12, le Candidat qualifié n'a le droit de déposer qu'une seule Proposition);

2.2.2 octroie au Ministre, conformément à l'article 9 des présentes, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle et des autres droits de propriété de la Proposition;

2.2.3 fournisse une quittance et renonciation, dûment signée, à toute Réclamation relativement au Processus de consultation et de sélection, laquelle suit le modèle prévu à l'annexe 1-11 du Volume 1 de l'A/P;

2.2.4 fournisse des lettres des Bailleurs de fonds (autres que ceux qui agissent également à titre de Membre investissant des Capitaux propres) et de leurs conseillers juridiques conformément à la procédure d'examen des Bailleurs de fonds décrite à la section 2.6;

2.2.5 assiste et participe aux Séances d'information et à chaque Atelier de discussion décrit à l'article 5 et à l'annexe C des présentes; et

2.2.6 fournisse les Dépôts de garantie conformément à l'article 3 des présentes.

2.3 Sous réserve des dispositions de la section 2.4 et de l'article 3, le Ministre verse la Compensation définitive à chacun des Candidats qualifiés de la manière et dans les cas décrits ci-dessous :

2.3.1 à chaque Candidat qualifié qui n'est pas choisi en qualité de Candidat sélectionné, qui dépose une Proposition conforme et qui se conforme aux modalités et conditions précisées au présent article 2, si le Ministre donne l'Avis du choix du Candidat sélectionné;

2.3.2 à chaque Candidat qualifié qui dépose une Proposition qui n'est pas jugée non conforme et qui se conforme aux autres modalités et conditions précisées au présent article 2, si le Ministre met fin au Processus de consultation et de sélection à tout moment après la Date de dépôt des Propositions mais avant la date de l'envoi de l'Avis du choix du Candidat sélectionné ou si le Ministre n'a pas donné l'Avis du choix du Candidat sélectionné dans les douze (12) mois suivant la Date de dépôt des Propositions;

2.3.3 au Candidat sélectionné si le Ministre met fin au Processus de consultation et de sélection après la date de l'envoi de l'Avis du choix du Candidat sélectionné mais avant la Clôture financière. Toutefois, aucune Compensation définitive ni aucune autre somme de quelque nature que ce soit ne sera versée ni ne sera payable au Candidat sélectionné dans les cas mentionnés aux sections 3.3.2 ou 4.3 ou si le Ministre est habilité à se prévaloir de la ou des lettres de crédit détenues à titre de Dépôt de garantie.

2.4 Aucune Compensation définitive de quelque nature que ce soit n'est versée ni n'est payable au Candidat qualifié si :

2.4.1 le Candidat qualifié fait défaut de répondre à l'une ou l'autre des exigences énoncées à la section 2.2;

2.4.2 sauf dans les cas décrits à la section 2.3.3, le Candidat qualifié est choisi en qualité de Candidat sélectionné;

2.4.3 le Candidat qualifié est en défaut en vertu de la présente Convention ou fait défaut de se conformer aux modalités de l'A/P, y compris celles qui sont décrites à la section 8 du Volume 1 de l'A/P. Le Ministre transmettra un avis écrit au Candidat qualifié à l'égard d'un tel défaut et, si le défaut peut être corrigé, lui accordera un délai d'au moins cinq (5) Jours ouvrables pour y remédier;

2.4.4 un des cas envisagés à la section 4.3 de la présente Convention survient;

2.4.5 le Candidat qualifié, après avoir soumis une Proposition conforme, retire pour quelque raison que ce soit sa Proposition conforme après la Date de dépôt des Propositions et avant la date de l'envoi de l'Avis du choix du Candidat sélectionné.

2.5 Sous réserve des dispositions des sections 2.3 et 2.4, le Ministre verse la Compensation définitive au plus tard trente (30) jours après avoir reçu une facture. Le Candidat qualifié pourra transmettre une facture lorsque surviendra le premier des cas suivants : (i) la Clôture financière, (ii) neuf (9) mois après la date de l'envoi de l'Avis du choix du Candidat sélectionné, que l'Entente de partenariat ait été signée ou non, (iii) douze (12) mois après la Date de dépôt des Propositions si le Ministre n'a pas donné l'Avis du choix du Candidat sélectionné à ce moment là, ou (iv) trente (30) jours après l'annulation ou la cessation du Processus de consultation et de sélection par le Ministre.

2.6 Le Candidat qualifié transmettra au Ministre, en même temps que ses commentaires sur le deuxième projet de l'Entente de partenariat et sur la deuxième version des Exigences techniques, une lettre de ses Bailleurs de fonds accompagnée d'une lettre de confirmation des conseillers juridiques de ses Bailleurs de fonds (autres que ceux qui agissent également à titre de Membre investissant des Capitaux propres) confirmant que ces derniers ainsi que leurs conseillers juridiques ont révisé l'Entente de partenariat et les Exigences techniques, identifiant les commentaires et les modifications demandées qui ont été transmis à l'égard du deuxième projet de l'Entente de partenariat et de la deuxième version des Exigences techniques par les Bailleurs de fonds et leurs conseillers juridiques ou qui ont été transmis en leur nom et confirmant que les Bailleurs de fonds n'ont aucun autre commentaire important à formuler sur l'Entente de partenariat et sur les Exigences techniques.

2.7 Si le Ministre met fin au Processus de consultation et de sélection à tout moment après le 20 juillet 2006 mais avant la Date de dépôt des Propositions ou si la Date de dépôt des Propositions ne survient pas avant le 20 janvier 2008, le Ministre versera l'Allocation à chacun des Candidats qualifiés : (i) qui assiste et participe à la

Séance d'information générale, à chaque Séance d'information thématique et à chaque Atelier de discussion décrit à l'article 5 et à l'annexe C des présentes qui ont eu lieu avant la date de l'événement donnant droit au versement de l'Allocation; (ii) qui se conforme entièrement aux règles et modalités énoncées à l'article 5 et à l'annexe C des présentes; et (iii) qui respecte et se conforme aux modalités de la présente Convention et de l'A/P. Malgré toute disposition ci-dessus décrite, aucune Allocation de quelque nature que ce soit ne sera versée ni sera payable au Candidat qualifié si :

2.7.1 Le Candidat qualifié fait défaut de répondre à l'une ou l'autre des exigences énoncées à la présente section 2.7;

2.7.2 le Candidat qualifié a droit à la Compensation définitive ou le Candidat qualifié est choisi en qualité de Candidat sélectionné;

2.7.3 le Candidat qualifié ou le Candidat sélectionné, le cas échéant, est en défaut en vertu de la présente Convention ou fait défaut de se conformer aux modalités de l'A/P, y compris celles qui sont décrites à la section 8 du Volume 1 de l'A/P. Le Ministre transmettra un avis écrit à l'égard d'un tel défaut et, si le défaut peut être corrigé, lui accordera un délai d'au moins cinq (5) Jours ouvrables pour y remédier;

2.7.4 un des cas envisagés à la section 4.3 de la présente Convention survient.

Sous réserve des dispositions de cette section 2.7, le Ministre verse l'Allocation au plus tard trente (30) jours après avoir reçu une facture. Le Candidat qualifié pourra transmettre une facture lorsque surviendra le premier des cas suivants : (i) trente (30) jours après l'annulation ou la cessation du Processus de consultation et de sélection par le Ministre, ou (ii) le 20 janvier 2008.

2.8 Dans les circonstances exceptionnelles où le Candidat qualifié aurait reçu le paiement de l'Allocation et par la suite aurait droit de recevoir la Compensation Définitive, le Ministre lui versera la différence entre la Compensation Définitive et l'Allocation. Si dans des circonstances exceptionnelles, le Candidat sélectionné recevait la Compensation Définitive ou l'Allocation, il doit la rembourser au Ministre.

2.9 Le Candidat qualifié accepte et convient d'être lié par les renonciations ainsi que par les clauses d'exonération et les limites de responsabilité et d'indemnité qui figurent à la présente Convention ou qui sont prévues à l'égard des Séances d'information ou des Ateliers de discussion. Le Candidat qualifié renonce expressément à toute réclamation d'une somme supérieure à la Compensation définitive ou à l'Allocation, le cas échéant, dont il peut ou pourrait se prévaloir ou qui peut découler, soit en raison de dommages-intérêts ou d'une autre compensation, du Processus de consultation et de sélection menant au choix d'un Candidat sélectionné et à la signature de l'Entente de partenariat.

2.10 Par les présentes, le Candidat qualifié convient qu'en contrepartie de la réception de sa part des Volumes 2 et 3 de l'A/P, des deux DVD contenant des données sur le PPP pour l'Autoroute 25, de l'accès qui lui est donné à la Salle de documentation électronique et de l'invitation qui lui est faite à déposer une Proposition :

2.10.1 les Parties libérées ne seront nullement responsables, en aucune circonstance, à l'égard de toute Réclamation (sauf dans le cas d'inconduite délibérée de la part du Ministre) par aucune Personne (y compris tout Candidat qualifié et tout Collaborateur du Candidat qualifié) découlant de quelque façon que ce soit du PPP pour l'Autoroute 25, du Processus de consultation et de sélection ou qui y est relié d'une quelconque manière (y compris toute Réclamation découlant de la Séance d'information générale, des Séances d'information thématiques ou des Ateliers de discussion ou de la participation des personnes désignées par le Ministre à de telles réunions). Le Candidat qualifié renonce expressément par les présentes à toute Réclamation découlant du PPP pour l'Autoroute 25, du Processus de consultation et de sélection ou qui y est reliée d'une quelconque manière et dont il peut, à l'heure actuelle ou par la suite, se prévaloir contre toutes Parties libérées et il libère chacune des Parties libérées à l'égard de l'ensemble des Réclamations découlant du PPP pour l'Autoroute 25, du Processus de consultation et de sélection ou qui y sont reliées d'une quelconque manière. Toutefois, il demeure entendu que la renonciation précitée n'a pas pour objet de comprendre des Réclamations pour défaut de paiement de l'Allocation ou de la Compensation définitive et que, si le Candidat qualifié est choisi en qualité de Candidat sélectionné, la renonciation précitée n'a pas pour but de porter sur toute Réclamation découlant uniquement du manquement du Ministre à l'une ou l'autre de ses obligations aux termes de l'Entente de partenariat signée et conclue par le Ministre, le Candidat sélectionné et toute autre Personne pouvant avoir qualité de partie à une telle entente;

2.10.2 le Candidat qualifié doit indemniser et exonérer le Ministre et les autres Parties libérées à l'égard de toutes les Réclamations intentées par ou au nom (i) de tout Collaborateur actuel ou ancien du Candidat qualifié contre le Ministre ou toutes Parties libérées qui découlent de la présente Convention, du PPP pour l'Autoroute 25 ou du Processus de consultation et de sélection ou qui y sont liées, ou (ii) d'un tiers, en raison d'un acte ou d'une omission du Candidat qualifié ou de tout Collaborateur du Candidat qualifié relativement à l'exécution de ses obligations aux termes de la présente Convention ou relativement au Processus de consultation et de sélection.

2.11 Sans restreindre la portée générale de ce qui précède, il est expressément entendu et convenu que le Ministre ne sera nullement tenu, d'une quelconque manière, de choisir un Candidat sélectionné ni d'attribuer l'Entente de partenariat à un Candidat qualifié, et qu'il peut annuler l'A/P ou le Processus de consultation et de sélection en tout temps pour quelque raison que ce soit suivant ce qu'il juge, à son gré, comme étant dans son intérêt véritable.

2.12 Le Candidat qualifié peut retirer sa Proposition moyennant un avis écrit livré au Représentant du Ministre en tout temps avant la Date de dépôt des Propositions sans pour autant aliéner son droit de présenter une nouvelle Proposition avant la Date de dépôt des Propositions.

ARTICLE 3 DÉPÔT DE GARANTIE

3.1 Le Candidat qualifié remettra au Ministre un Dépôt de garantie conformément aux exigences du présent article 3 au moyen d'une ou de plusieurs lettres de crédit irrévocables qui doivent respecter les exigences de la section 5.2 du Volume 1 de l'A/P et respecter intégralement le modèle prévu à l'annexe 1-7 du Volume 1 de l'A/P, de la manière décrite ci-après :

3.1.1 En même temps que le dépôt de sa Proposition, un montant de **2 000 000 \$**.

3.1.2 Si le Candidat qualifié ne remet pas le Dépôt de garantie au Ministre, selon ce que prévoit la section 3.1.1, le Ministre, au moyen d'un avis écrit, met fin à la participation du Candidat qualifié au Processus de consultation et de sélection et rejette la Proposition déposée par le Candidat qualifiée sans l'étudier ni en tenir compte autrement, auquel cas le Candidat qualifié ne sera pas habilité à recevoir la Compensation définitive, ni aucun autre paiement ou compensation de quelque nature et pour quelque raison que ce soit.

3.2 Sous réserve du droit du Ministre de conserver le Dépôt de garantie et de l'affecter aux Dommages-intérêts fixés à l'avance, suivant ce qui est précisé aux présentes et sous réserve de la section 3.5, le Dépôt de garantie sera remis au Candidat qualifié, s'il n'est pas retenu à titre de Candidat sélectionné, dans les dix (10) Jours ouvrables qui suivent le premier des cas suivants à survenir : (i) la Clôture financière, (ii) neuf (9) mois après la date de l'envoi de l'Avis du choix du Candidat sélectionné, que l'Entente de partenariat ait été signée ou non, (iii) douze (12) mois après la Date de dépôt des Propositions si le Ministre n'a pas alors donné l'Avis du choix d'un Candidat sélectionné, (iv) trente (30) jours après l'annulation ou la cessation du Processus de consultation et de sélection par le Ministre, ou (v) le 20 juillet 2008.

3.3 Le Candidat qualifié qui est choisi en qualité de Candidat sélectionné remettra au Ministre un deuxième Dépôt de garantie conformément aux exigences du présent article 3 au moyen d'une ou de plusieurs lettres de crédit irrévocables qui doivent respecter les exigences de la section 5.2 du Volume 1 de l'A/P et respecter intégralement le modèle prévu à l'annexe 1-7 du Volume 1 de l'A/P (doit être valide à partir de la date de dépôt jusqu'à la date d'échéance de la ou des lettres de crédit dont il est question à la section 3.1), de la manière décrite ci-après :

3.3.1 dans les cinq (5) Jours ouvrables qui suivent l'avis du Ministre qu'il a été sélectionné, un montant supplémentaire de **3 000 000 \$**, pour un total cumulatif de **5 000 000 \$**.

3.3.2 Si le Candidat qualifié qui est choisi en qualité de Candidat sélectionné ne remet pas le deuxième Dépôt de garantie au Ministre, selon ce que prévoit la section 3.3.1, le Ministre peut alors au moyen d'un avis écrit, mettre fin à la participation du Candidat sélectionné au Processus de consultation et de sélection, rejeter sa Proposition, même s'il s'agit d'une Proposition conforme, mettre fin à toutes les négociations ou autres communications avec le Candidat sélectionné et mettre fin à toute obligation du Ministre envers le Candidat sélectionné aux termes des présentes, auquel cas, le Candidat sélectionné ne sera pas habilité à recevoir la Compensation définitive, ni aucun autre paiement ou compensation de quelque nature et pour quelque raison que ce soit.

3.4 Sous réserve du droit du Ministre de conserver le Dépôt de garantie et de l'affecter aux Dommages-intérêts fixés à l'avance, suivant ce qui est précisé aux présentes et sous réserve de la section 3.5, le Dépôt de garantie sera remis au Candidat qualifié, s'il est retenu à titre de Candidat sélectionné, dans les dix (10) Jours ouvrables qui suivent le premier des cas suivants à survenir :

3.4.1 la survenance de la Clôture financière;

3.4.2 trente (30) jour après la cessation du Processus de consultation et de sélection par le Ministre; ou

3.4.3 le 20 juillet 2008.

3.5 Le Ministre pourra se prévaloir de la ou des lettres de crédit détenues à titre de Dépôt de garantie et il pourra conserver et affecter le produit de ces lettres à son propre usage, à titre de Dommages-intérêts fixés à l'avance, si :

3.5.1 le Candidat qualifié retire pour quelque raison que ce soit sa Proposition après la Date de dépôt des Propositions;

3.5.2 le Candidat qualifié est en défaut (sauf le défaut de déposer une Proposition conforme) à l'égard de la présente Convention ou des dispositions de l'A/P. Le Ministre transmettra un avis écrit au Candidat qualifié à l'égard d'un tel défaut, si le défaut peut être corrigé, et lui accordera un délai d'au moins cinq (5) Jours ouvrables pour y remédier;

3.5.3 la survenance d'un des cas envisagés à la section 4.3 des présentes;

3.5.4 après avoir déposé une Proposition conforme et avoir reçu un avis du Ministre selon lequel le Candidat qualifié a été choisi en qualité de Candidat sélectionné, le Candidat qualifié ne livre dans les cinq (5) Jours ouvrables qui suivent l'avis de sa sélection, une ou plusieurs lettres de crédit irrévocables selon les exigences de la section 3.3, pour un montant total supplémentaire de 3 000 000 \$;

3.5.5 après avoir déposé une Proposition conforme et avoir reçu un avis du Ministre selon lequel le Candidat qualifié a été choisi en qualité de Candidat sélectionné, le Candidat sélectionné ne signe pas l'Entente de partenariat, ou la Clôture

financière n'a pas eu lieu au plus tard à la date qui tombe quatre-vingt dix (90) jours après la réception de l'avis par le Candidat qualifié (ou une date ultérieure que le Ministre, à son gré, peut préciser par écrit à cet effet) selon lequel il a été choisi en qualité de Candidat sélectionné.

3.6 Si le Ministre est habilité à se prévaloir des Dépôts de garantie du Candidat Sélectionné en conformité avec les sections 3.3.2, 3.5.4 ou 3.5.5, le Ministre, à son entière discrétion, pourra alors désigner à titre de Candidat sélectionné un autre Candidat qualifié qui a déposé une Proposition conforme, en débutant ses discussions avec ce Candidat qualifié qui a déposé la Proposition conforme offrant le deuxième plus bas coût, exprimé en valeur actuelle, des Paiements de disponibilités inscrits au formulaire présenté à l'annexe 1-9 du Volume 1 de l'A/P, auquel cas les dispositions de la section 3.3 et la section 3.5 s'appliquent à ce nouveau Candidat sélectionné, avec les ajustements appropriés.

3.7 Lorsque le Ministre est habilité à conserver et à affecter le produit de la ou des lettres de crédit détenues à titre de Dépôt de garantie pour son propre usage à titre de Dommages-intérêts fixés à l'avance, il est expressément convenu et entendu qu'une telle conservation et une telle affectation représentent des Dommages-intérêts fixés à l'avance et non pas une pénalité et qu'elles seront interprétées en ce sens.

3.8 Sous réserve de la section 3.5.2, le Ministre ne sera pas tenu de donner un préavis écrit au Candidat qualifié de son intention de se prévaloir de la ou des lettres de crédit détenues à titre de Dépôt de garantie. Si le Candidat qualifié avise par écrit le Ministre conformément à la présente Convention qu'il conteste le droit du Ministre de se prévaloir de la ou des lettres de crédit et de conserver le Dépôt de garantie à titre de Dommages-intérêts fixés à l'avance, le Ministre sera néanmoins habilité à se prévaloir de la ou des lettres de crédit, mais demeurera responsable du remboursement de la totalité ou d'une partie du montant de la ou des lettres de crédit dont il se sera prévalu si le différend est réglé en faveur du Candidat qualifié dans le cadre d'une décision définitive d'un tribunal ayant compétence, de même que des intérêts imputés aux taux légaux prescrits en vertu du *Code de Procédure Civile* du Québec.

3.9 Si, malgré la demande du Ministre à cet effet, le Candidat qualifié fait défaut de renouveler ou de prolonger la durée de la ou des lettres de crédit représentant le Dépôt de garantie au moins trente (30) jours avant la date d'échéance, le Ministre peut, en tout temps et sans préavis au Candidat qualifié, se prévaloir de la ou des lettres de crédit et détenir le produit qui en est tiré de la même manière que s'il s'agissait du Dépôt de garantie.

ARTICLE 4 RÉSILIATION

4.1 La présente Convention sera automatiquement résiliée au premier des cas suivants à survenir :

4.1.1 le Ministre résilie la Convention aux termes des sections 4.2 ou 4.3;

4.1.2 la Clôture financière.

4.2 Le Ministre peut, au moyen d'un addenda, à son gré et pour quelque raison que ce soit et sans responsabilité envers le Candidat qualifié ou toute autre partie (sauf suivant ce qui est expressément indiqué à la présente section), modifier ou par ailleurs prolonger tout échéancier ou délai (y compris la Date de dépôt des Propositions et l'échéancier de mise en œuvre du PPP pour l'Autoroute 25) précisé dans l'A/P ou dans la présente Convention et suspendre, reporter, annuler ou résilier la présente Convention ou une partie ou la totalité du Processus de consultation et de sélection. Toutefois, le Ministre ne peut, sans consultation et consentement du Candidat sélectionné, un tel consentement ne devant pas être retenu de façon déraisonnable, modifier ou prolonger tout échéancier ou délai à l'égard de l'échéance de la Clôture financière ou de la signature de l'Entente de partenariat après que le Candidat sélectionné a transmis au Ministre le Dépôt de garantie indiqué à la section 3.3. Sous réserve des dispositions ci-dessus, il demeure entendu que la présente Convention (sauf l'annexe C) ne peut être modifiée qu'au moyen du consentement réciproque des parties contractantes.

4.3 Outre tout autre droit que le Ministre peut avoir de résilier la présente Convention, il peut, à son gré, la résilier et, par conséquent, le Candidat qualifié ne sera plus autorisé à prendre part au Processus de consultation et de sélection si le Candidat qualifié, un Membre ou toute autre Personne qui a convenu de garantir les obligations du Candidat qualifié ou d'un Membre à l'égard du PPP pour l'Autoroute 25, entame des procédures ou si des procédures sont intentées contre lui à l'égard de la faillite, de l'insolvabilité, de la liquidation ou de la dissolution du Candidat qualifié, d'un Membre ou de toute autre Personne qui a convenu de garantir les obligations du Candidat qualifié ou d'un Membre à l'égard du PPP pour l'Autoroute 25. Si la présente Convention est résiliée conformément à la présente section 4.3, le Candidat qualifié ne sera pas habilité à recevoir la Compensation définitive ou l'Allocation.

4.4 Sauf indication contraire expresse aux présentes, les obligations du Candidat qualifié aux termes des Articles 2, 3, 6, 9 et 11 et des sections 4.4 et 7.3 de la présente Convention et l'ensemble des renonciations et des clauses d'exonération et les limites de responsabilités et les indemnités en faveur du Ministre et des autres Parties libérées aux termes de cette Convention et de l'A/P seront maintenus en vigueur après la résiliation de la présente Convention pendant une période de dix (10) ans.

ARTICLE 5 SÉANCES D'INFORMATION ET ATELIERS DE DISCUSSION

5.1 Le Candidat qualifié, ses Membres et Participants acceptent et s'engagent à respecter le Processus de consultation et de sélection. De plus, le Candidat qualifié, ses Membres et Participants s'engagent à se conformer et à respecter toutes les modalités de l'A/P, y compris celles qui sont décrites à la section 8 du Volume 1 de l'A/P. Le Candidat qualifié s'engage à s'assurer que chacun des Collaborateurs du

Candidat qualifié respecte toutes les modalités du Processus de consultation et de sélection et de l'A/P.

5.2 Au cours du Processus de consultation et de sélection, le Ministre a l'intention de tenir une Séance d'information générale, des Séances d'information thématiques et des Ateliers de discussion, selon ce qui est décrit aux annexes C et D.

5.3 Le Candidat qualifié convient d'assister et doit assister à la Séance d'information générale, à chacune des Séances d'information thématiques et à chacun des Ateliers de discussion stipulés à l'annexe C, de se conformer entièrement aux règles et modalités énoncées à l'annexe C et de s'assurer que chacun des Collaborateurs du Candidat qualifié et que chaque Personne qui assiste à la Séance d'information générale, à une des Séances d'information thématiques ou à un des Ateliers de discussion au nom du Candidat qualifié ou de tout Collaborateur du Candidat qualifié connaisse bien les modalités du présent article 5 et de l'annexe C et s'y conforme.

5.4 Le Candidat s'assurera qu'au moins la Personne contact du Candidat qualifié ou une de ses Personnes clés assiste à la Séance d'information générale, à chacune des Séances d'information thématiques et à chacun des Ateliers de discussion.

5.5 Avant le début de la Séance d'information générale, de chaque Séance d'information thématique et de chaque Atelier de discussion, chacune des personnes y assistant, signera et remettra au Ministre la renonciation prévue à l'annexe B. Le Candidat qualifié indemniserà chacune des Parties libérées à l'égard de toute Réclamation découlant directement ou indirectement du défaut d'une personne assistant à la Séance d'information générale, à une Séance d'information thématique ou à un Atelier de discussion au nom du Candidat qualifié de signer et de livrer la renonciation et de se conformer aux modalités qui y sont décrites.

5.6 Tout coût ou dépense encouru par le Candidat qualifié ou les Collaborateurs du Candidat qualifié dans le cadre de la Séance d'information générale, des Séances d'information thématiques et des Ateliers de discussion sera de la responsabilité du Candidat qualifié.

ARTICLE 6

CARACTÈRE NON CONTRAIGNANT DES SÉANCES D'INFORMATION ET DES ATELIERS DE DISCUSSION

6.1 Par les présentes, le Candidat qualifié reconnaît et convient qu'aucune déclaration, renonciation, acceptation, approbation ni aucun consentement que les Parties libérées (ou l'une d'entre elles) font ou donnent au cours de la Séance d'information générale, d'une Séance d'information thématique ou d'un Atelier de discussion, ni aucune action ou omission de leur part (ou de l'une d'entre elles) au cours de la Séance d'information générale, d'une Séance d'information thématique ou d'un Atelier de discussion ne modifiera une disposition de l'A/P, ni n'aura pour but de

faire renoncer à une telle disposition, ni ne liera les Parties libérées, et le Candidat qualifié ou les Collaborateurs du Candidat qualifié ne pourront s'y fonder de quelque manière et pour quelque fin que ce soit, sauf uniquement dans la mesure expressément confirmée au moyen d'un addenda ou d'une réponse écrite formelle diffusée conformément à l'annexe D.

6.2 Au cours de la Séance d'information générale, d'une Séance d'information thématique ou d'un Atelier de discussion, le Candidat qualifié peut demander des clarifications ou des renseignements au Ministre. Toutefois, le Ministre, à son seul gré, décidera s'il fournit ou non de telles clarifications ou renseignements. Par les présentes, le Candidat qualifié convient qu'il ne tentera pas d'obtenir d'engagements de la part des Parties libérées (ou de l'une d'entre elles) au cours du Processus de consultation et de sélection (sauf suivant ce qui est expressément prévu à la section 3.10 de l'annexe C ou à la section 1.1 f) de l'annexe D), et il ne tentera pas par ailleurs d'obtenir un avantage concurrentiel injustifié par rapport à tout autre Candidat qualifié. Tout renseignement ou clarification reçu ne constitue un avis que de la partie l'ayant présenté et ne modifie ni ne touche de quelque manière que ce soit l'A/P, sauf dans le cadre d'une confirmation au moyen d'un addenda ou d'une réponse écrite formelle diffusée conformément à l'annexe D.

6.3 Le Candidat qualifié convient et reconnaît (sauf dans le cas d'une confirmation au moyen d'un addenda ou d'une réponse écrite formelle, aux termes de la section 3.10 de l'annexe C ou de la section 1.1 f) de l'annexe D), qu'aucun commentaire transmis par les Parties libérées (ou l'une d'entre elles) ou fourni en leur nom au cours de la Séance d'information générale, d'une Séance d'information thématique ou d'un Atelier de discussion, qu'il s'agisse d'un commentaire positif ou négatif, y compris en ce qui concerne tout sujet précis soulevé par un Candidat qualifié ou qui fait partie d'un document ou de renseignements transmis par un Candidat qualifié ou un Collaborateur du Candidat qualifié avant la Séance d'information générale, la Séance d'information thématique ou l'Atelier de discussion ou au cours de celle-ci, ne liera de quelque manière que ce soit les Parties libérées (ou l'une d'entre elles) et ne sera pas réputé ni considéré comme étant une indication d'une préférence de la part des Parties libérées (ou de l'une d'entre elles), même si le Candidat qualifié ou un autre Candidat qualifié l'entérine.

ARTICLE 7

COMMUNICATIONS DES CANDIDATS QUALIFIÉS AVEC LE MTQ OU D'AUTRES PERSONNES

7.1 Dans le cadre du Processus de consultation et de sélection (y compris en ce qui concerne l'A/P et la préparation des Propositions), le Candidat qualifié ne communiquera pas avec les représentants (y compris les administrateurs, employés, conseillers et mandataires) du Ministre, du MTQ et du Gouvernement relativement à l'A/P, au Processus de consultation et de sélection et au PPP pour l'Autoroute 25, sauf suivant ce que le Volume 1 de l'A/P ou la présente Convention autorise expressément.

7.2 Le Candidat qualifié n'a pas accès et ne doit rencontrer aucun membre du personnel mentionné à la section 7.1 dans le cadre du Processus de consultation et de sélection, sauf au cours de la Séance d'information générale, des Séances d'information thématiques et des Ateliers de discussion.

7.3 Le Candidat qualifié ne peut considérer valide toute communication ou réponse du Ministre, du MTQ ou du Gouvernement concernant l'A/P, l'Entente de partenariat, les Exigences techniques, le Processus de consultation et de sélection ou le PPP pour l'Autoroute 25 à moins que celle-ci ne soit confirmée par écrit par un addenda ou par une réponse écrite formelle diffusée conformément à l'annexe D des présentes, et uniquement dans la mesure de cette confirmation. L'utilisation par un Candidat qualifié de tout renseignement qu'il a obtenu mais qui n'est pas confirmé dans un addenda ou dans une réponse écrite formelle conformément à l'annexe D des présentes, se fera au seul risque de ce dernier et ne fera l'objet d'aucun recours contre le Ministre ou l'une des autres Parties libérées.

7.4 Le Candidat qualifié reconnaît et convient qu'aucun aspect du Processus de consultation et de sélection n'est destiné à permettre à l'un ou l'autre des Candidats qualifiés d'avoir accès à des renseignements qui ne sont pas également mis à la disposition des autres Candidats qualifiés et qu'aucune partie de l'évaluation de la Proposition du Candidat qualifié ne sera fondée sur des renseignements obtenus ou partagés au cours du Processus de consultation et de sélection, sur la conduite du Candidat qualifié ou du Ministre ou sur des pourparlers entre, d'une part, le Ministre ou l'un ou l'autre de ses dirigeants, représentants, cadres, employés, conseillers et mandataires et, d'autre part, le Candidat qualifié et les Collaborateurs du Candidat qualifié au cours du Processus de consultation et de sélection.

7.5 À l'exception de certains résultats des études relatives à la reconnaissance pédologique, à la reconnaissance géotechnique, à la caractérisation des sédiments en rivière et à la caractérisation des sols que l'on retrouve à la Salle de documentation électronique sous l'onglet 7 pour lesquels une garantie expresse est précisée dans l'Entente de partenariat, toute information contenue dans cet A/P, fournie ou rendue accessible comme faisant partie du processus de l'A/P est ou sera fournie ou rendue accessible sur une base « tel quel, tel que trouvé » et « sans recours ». Le Ministre ainsi que les Parties libérées déclinent toute responsabilité et ne garantissent en rien l'exactitude, la pertinence ou l'intégralité des informations transmises. Toute représentation ou garantie découlant de la loi, du droit commun, des pratiques coutumières ou autrement est expressément écartée.

ARTICLE 8 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

8.1 Le Représentant du Ministre est la seule Personne avec qui le Candidat qualifié peut communiquer en ce qui a trait à l'A/P et au Processus de consultation et sélection, à l'égard de toutes les demandes de renseignements et de clarifications de la part du Candidat qualifié. Le Représentant du Ministre est également la Personne avec qui communiquer pour demander la tenue d'ateliers supplémentaires avec le Ministre.

La Personne contact du Candidat qualifié doit être la seule Personne qui communique avec le Représentant du Ministre pour toute Demande de renseignements.

8.2 L'annexe D décrit le processus pour présenter des Demandes de renseignements.

ARTICLE 9 DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Lors de la remise par le Candidat qualifié de sa Proposition au Ministre, le Candidat qualifié cède et transfère irrévocablement et inconditionnellement la propriété entière et exclusive du Matériel appartenant au Candidat qualifié élaboré exclusivement aux fins du Projet au Ministre qui pourra en disposer à son gré et octroie au Ministre les licences décrites aux sections 9.2 et 9.3.

9.2 Le Candidat qualifié accorde au Ministre une licence lui permettant d'utiliser, de reproduire, d'adapter et de faire évoluer le Matériel appartenant au Candidat qualifié (autre que celui élaboré exclusivement aux fins du Projet) pour toutes fins gouvernementales jugées utiles par le Ministre en rapport avec le Projet. Cette licence est irrévocable, non-exclusive, transférable et cessible, perpétuelle et exempte de redevances, permet au Ministre d'octroyer des sous-licences et ne comporte pas de limite territoriale.

9.3 Le Candidat qualifié doit utiliser ses meilleurs efforts pour obtenir en faveur du Ministre une licence d'utilisation de l'Autre matériel utilisé par le Candidat qualifié pour toutes fins gouvernementales jugées utiles par le Ministre en rapport avec le Projet. Cette licence est irrévocable, non exclusive, comporte les meilleures conditions disponibles sur le marché au moment de l'octroi, permet au Ministre d'octroyer des sous-licences et se limite au Québec. Le Candidat qualifié s'engage à défrayer le coût de cette licence jusqu'à la fin de l'Entente de Partenariat.

9.3.1 Si le Candidat qualifié ne peut obtenir une telle licence pour le Ministre, il devra défrayer le coût de cette licence que le Ministre obtiendra directement du tiers.

9.3.2 Si le Candidat qualifié ne peut obtenir une telle licence pour le Ministre et si le Ministre ne peut l'obtenir du tiers, le Candidat qualifié ne doit pas intégrer cet Autre matériel utilisé par le Candidat qualifié dans sa Proposition.

9.4 Le Candidat qualifié reconnaît et convient expressément, et il s'agit là d'une condition fondamentale de la présente Convention et de la réception, par le Candidat qualifié, de l'A/P et de la participation de celui-ci au Processus de consultation et de sélection que le Candidat qualifié octroie au Ministre l'ensemble des droits de propriété intellectuelle et des autres droits de propriété de la Proposition conformément à cet article 9.

9.5 Garanties et représentations du Candidat qualifié

9.5.1 Le Candidat qualifié garantit au Ministre qu'il a respecté les diverses lois relatives à la propriété intellectuelle et qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et, notamment, de céder les droits de propriété intellectuelle et de consentir les licences de droits de propriété intellectuelle qui y sont prévues et se porte garant envers le Ministre et les Parties libérées contre toute Réclamation prise par toute personne relativement à l'objet de ces garanties.

9.5.2 Le Candidat qualifié s'engage à prendre faits et cause, indemniser et libérer le Ministre et les Parties libérées pour toute Réclamation prise par toute personne relativement à l'objet de ces garanties.

9.5.3 Le Candidat qualifié s'engage à fournir au Ministre, lors de la remise de sa Proposition, la liste du Matériel appartenant au Candidat qualifié et de l'Autre matériel utilisé par le Candidat qualifié et, les cessions et les licences de droits de propriété intellectuelle afférentes à ce Matériel appartenant au Candidat qualifié et à cet Autre matériel utilisé par le Candidat qualifié.

9.5.4 Le Candidat qualifié s'engage à ce que la correction des erreurs de programmation ou de fonctionnement des programmes d'ordinateur intégrés au Matériel appartenant au Candidat qualifié soit apportée après la Date de dépôt des Propositions, au besoin et sans frais, sur demande écrite du Ministre au Candidat qualifié. Cet engagement se termine au premier des cas suivants à intervenir : (i) la date qui est neuf (9) mois après la Date de dépôt des Propositions ou (ii) la date qui est douze (12) mois après la signature de cette Convention.

9.5.5 Pendant la période mentionnée ci-haut, le Candidat qualifié s'engage également à fournir au Ministre, le cas échéant, et sans frais, dès leur disponibilité :

- a) toute mise à jour corrective des programmes d'ordinateur intégrés au Matériel appartenant au Candidat qualifié, comprenant notamment les corrections qui relèvent de l'entretien normal ou de bogues;
- b) toute nouvelle version et mise à jour des programmes d'ordinateur intégrés au Matériel appartenant au Candidat qualifié comportant des développements plus récents ou des modifications de données reflétant l'information la plus actuelle incluse dans ce matériel.

ARTICLE 10 AVIS

10.1 Tous les avis aux termes de la présente Convention doivent être transmis par écrit et livrés en mains propres, par messengerie, par télécopieur ou un autre moyen électronique, pour autant que dans le cas d'une transmission par télécopieur ou un autre moyen électronique, la confirmation de la transmission soit imprimée. Ces avis seront adressés de la manière indiquée ci-après (les numéros de téléphone ne sont

Indiqués que pour permettre de confirmer si un avis écrit a été reçu et non pas pour donner un avis) :

S'ils sont transmis au Candidat qualifié, aux Membres ou aux Participants :

Infras-Québec A-25
a/s Macquarie North America Ltd.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, Suite 2200
Montréal (Québec) H3B 4W8, et

Canadian Pacific Tower, TD Centre
100 Wellington Street West
P.O. Box 234, Suite 2200
Toronto (Ontario) M5K 1J3

À l'attention de : George Zakem, MBA
Directeur de projet

Télécopieur [REDACTED]

Numéro de téléphone : [REDACTED]

Adresse électronique : [REDACTED]@macquarie.com

S'ils sont transmis au Ministre :

PricewaterhouseCoopers s.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 2800
Montréal (Québec) H3B 2G4

À l'attention de : Richard Deslauriers, CA, EEE
Télécopieur [REDACTED]
Adresse électronique : [REDACTED]@ca.pwc.com

Chaque partie peut modifier les adresses précitées en transmettant un avis écrit conformément à ce qui précède.

10.2 Les avis livrés conformément à la Convention sont réputés avoir été donnés et reçus le jour de leur livraison (ou le jour où ils ont été reçus s'ils sont transmis par télécopieur ou un autre moyen électronique), mais uniquement s'ils sont reçus à l'adresse visée avant 16 h 30 (heure locale) un jour ouvrable. Sinon, l'avis sera réputé avoir été donné et reçu le jour ouvrable suivant. Les avis qui ont été postés sont réputés avoir été donnés et reçus le cinquième jour ouvrable suivant la date de leur mise à la poste. Dans le cas d'une interruption, d'une grève ou d'un ralentissement du service postal, les avis ne seront pas postés, mais seront soit livrés en mains propres, soit

transmis par télécopieur ou toute autre forme de moyen électronique, conformément à la présente Convention.

ARTICLE 11 CONFIDENTIALITÉ ET CLAUSES RESTRICTIVES

11.1 Sans restreindre toute autre obligation de confidentialité qui leur est imposée, le Candidat qualifié, ses Membres et Participants doivent protéger en tout temps le caractère confidentiel des Renseignements confidentiels et ne doivent pas communiquer ni ne permettre que soit communiqué à toute Personne, de quelque manière que ce soit, tout Renseignement confidentiel, en totalité ou en partie, sauf uniquement :

11.1.1 aux Collaborateurs du Candidat qualifié ou aux membres de même groupe qu'un Collaborateur du Candidat qualifié qui sont directement visés par le PPP pour l'Autoroute 25 ou qui ont besoin de connaître de tels renseignements pour la préparation de la Proposition du Candidat qualifié et, si l'Entente de partenariat est attribuée au Candidat qualifié, conformément à l'exécution de ses obligations aux termes de l'Entente de partenariat;

11.1.2 à toute autre Personne, uniquement avec le consentement écrit préalable du Ministre;

11.1.3 à toute autre Personne suivant ce que la présente Convention peut expressément autoriser;

Pourvu que dans chaque cas, (i) cette Personne ait été avisée du caractère confidentiel des Renseignements confidentiels par le Candidat qualifié, Membre ou Participant, selon le cas, qui a transmis les renseignements, et qu'elle ait convenu d'agir conformément aux modalités du présent article 11 et (ii) que le Candidat qualifié, Membre ou Participant qui communique les Renseignements confidentiels à cette Personne s'assure que cette dernière agisse conformément aux modalités du présent article 11, comme si cette Personne était une partie à la présente Convention, et ce Candidat qualifié, Membre ou Participant sera responsable envers le Ministre de tout manquement aux modalités du présent article 11 commis par lui-même et par chacune des Personnes à qui il a communiqué les Renseignements confidentiels.

11.2 Le Ministre est propriétaire de tous les droits, titres et intérêts sur les Renseignements confidentiels et, sous réserve de toute obligation de divulgation imposée par les lois applicables et de ce que la présente Convention autorise, les Destinataires doivent protéger le caractère strictement confidentiel de tous les Renseignements confidentiels que l'un d'eux ou l'ensemble de ceux-ci reçoivent, auxquels ils ont accès ou qu'ils obtiennent par ailleurs pendant une période de trois (3) ans après la date de la présente Convention. En outre, sans d'abord avoir obtenu le consentement écrit exprès d'un représentant autorisé du Ministre, consentement qui peut être retenu de façon déraisonnable, les Destinataires ne doivent pas utiliser, ni communiquer, donner ou diffuser une partie des Renseignements confidentiels, et ils ne

doivent pas permettre ni tolérer, pour quelque raison que ce soit, qu'une telle partie des Renseignements confidentiels soit communiquée, donnée ou diffusée à une autre Personne, ni que cette dernière ne l'utilise.

11.3 Sur présentation d'une demande écrite, chaque Destinataire doit détruire ou livrer rapidement au Ministre l'ensemble des documents et des copies qui en ont été tirées qu'il a en sa possession ou qu'il contrôle, documents et copies qui constituent des Renseignements confidentiels ou qui sont fondés sur de tels renseignements, et le Candidat qualifié, les Collaborateurs du Candidat qualifié et les autres Destinataires doivent confirmer par écrit au Ministre la livraison ou la destruction, le tout conformément aux directives de ce dernier. Toutefois, le Candidat qualifié, le Collaborateur du Candidat qualifié ou les autres Destinataires peuvent conserver une copie de tout Renseignement confidentiel qu'ils pourraient être tenus de conserver pour rencontrer leurs obligations en vertu des lois applicables ou de présenter auprès d'un tribunal, d'une autorité réglementaire ou d'une bourse en vertu des lois applicables.

11.4 Chaque Destinataire doit indemniser et exonérer les Parties libérées à l'égard de toutes les pertes ou dommages, notamment les frais juridiques réels découlant directement ou indirectement d'un manquement de la part des Destinataires ou de l'un d'eux à la présente Convention, notamment la divulgation ou l'utilisation non autorisée des Renseignements confidentiels par tout Destinataire.

11.5 Chaque Destinataire reconnaît et convient que les Renseignements confidentiels sont exclusifs et confidentiels et que le Ministre pourrait subir un préjudice irréparable si les Destinataires n'observaient pas toutes les dispositions de la présente Convention conformément à ses modalités et qu'un tel préjudice pourrait ne pas être raisonnablement ni adéquatement indemnisé par des dommages-intérêts. Le Candidat qualifié et chaque Membre reconnaissent et conviennent de plus que le Ministre peut se prévaloir d'une injonction ou d'autres mesures de redressement équitables pour empêcher ou limiter les manquements à l'une des dispositions de la présente Convention de la part des Destinataires ou de l'un d'eux, ou pour faire appliquer les modalités des présentes, au moyen d'une action en justice introduite auprès d'un tribunal ayant compétence. Ces recours s'ajoutent à tout recours dont le Ministre peut se prévaloir en droit.

11.6 Dans la présente Convention, l'expression « **Renseignements confidentiels** » ne comprend pas les renseignements :

11.6.1 qui sont connus du public ou le deviennent ultérieurement, autrement que par un manquement à la présente Convention de la part d'un Destinataire ou par un manquement à une entente de confidentialité qu'une autre personne a conclue relativement aux Renseignements confidentiels;

11.6.2 qui sont ultérieurement communiqués au Candidat qualifié, au Membre ou aux autres Destinataires par un tiers indépendant autre qu'un tiers que les Parties libérées présentent au Candidat qualifié, au Membre ou aux autres Destinataires ou qui est lié à l'objet du PPP pour l'Autoroute 25, sans qu'un manquement n'intervienne à la

présente Convention et lequel le tiers n'a pas reçu les renseignements concernés, directement ou indirectement, aux termes d'obligations de confidentialité;

11.6.3 que les Destinataires possédaient de façon légale ou qu'ils connaissaient avant la date de la présente Convention sans que ces renseignements ne proviennent, directement ou indirectement, des Parties libérées;

11.6.4 qui sont tenus d'être communiqués en vertu (i) d'une loi ou d'un règlement ou décret, (ii) d'une ordonnance judiciaire, réglementaire ou gouvernementale validement émise en vertu des lois applicables ou (iii) d'un règlement d'une bourse.

11.7 Le Candidat qualifié et chaque Membre et Participant reconnaissent et conviennent que si le Ministre met fin au le Processus de consultation et de sélection, le Ministre se réserve le droit d'aller de l'avant avec l'ensemble ou une partie du Projet, y compris l'utilisation de quelques-unes ou de toutes les idées et concepts du Candidat qualifié et en procédant selon le modèle qui lui semble le plus approprié et qui n'exclurait pas la participation d'un ou de plusieurs des Collaborateurs d'un des Candidats qualifiés.

ARTICLE 12 CESSION

12.1 Ni le Candidat qualifié ni un Membre, ni un Participant ne peut céder la totalité ou une partie de ses intérêts dans la présente Convention sans avoir obtenu le consentement écrit préalable du Ministre.

ARTICLE 13 APPLICATION

13.1 La présente Convention lie les parties contractantes et leurs successeurs et ayants cause autorisés respectifs et se réalise au profit de ces Personnes.

ARTICLE 14 DIVISIBILITÉ DES DISPOSITIONS

14.1 Si l'une ou l'autre des dispositions de la présente Convention est jugée illégale ou invalide, cela n'aura aucun effet sur les autres dispositions des présentes, et la présente Convention devra être interprétée et mise à exécution comme si cette disposition invalide ou illégale n'y avait jamais figuré.

ARTICLE 15 CONVENTION INTÉGRALE

15.1 La présente Convention constitue le contrat intégral intervenu entre les parties à l'égard de l'objet des présentes et annule et remplace toutes les propositions, ententes, déclarations, conditions, garanties, négociations, discussions, communications et tous les contrats antérieurs, verbaux ou écrits, réglementaires ou autres, exprès ou implicites, intervenus entre les parties à l'égard de l'objet de la

présente Convention, sauf pour ce qui est de la Proposition présentée par le Candidat qualifié et toute Proposition soumise en réponse à l'A/P et, par ailleurs, dans la mesure expressément intégrée par écrit dans la présente Convention.

ARTICLE 16 MODIFICATION

16.1 Sous réserve des dispositions de la section 4.2, la présente Convention ne peut être modifiée qu'au moyen d'un document écrit signé par toutes les parties.

ARTICLE 17 RÉGIME JURIDIQUE

17.1 La présente Convention et les obligations des parties aux termes des présentes seront interprétées et applicables conformément aux lois en vigueur au Québec. Les parties aux présentes s'en remettent irrévocablement à la compétence des tribunaux du District judiciaire de Montréal, Québec.

ARTICLE 18 CONSORTIUMS

18.1 Chaque Membre et Participant du Candidat qualifié doit signer la présente Convention. Si le Candidat qualifié est un consortium ou une entité ad hoc créée uniquement pour le PPP pour l'Autoroute 25, chaque Membre et Participant de ce consortium ou de cette entité ad hoc doit signer la présente Convention par l'intermédiaire de ses représentants dûment autorisés, à la fois au nom du consortium et en son propre nom, de la même manière que si le Membre et le Participant étaient la partie unique signant la présente Convention. Si un Membre ou un Participant (selon le cas) n'a pas signé la présente Convention, cette dernière sera valide et exécutoire envers les Membres et Participant du Candidat qualifié qui auront signé la présente Convention, chacun d'entre eux, de par sa signature convenant expressément d'être solidairement responsable envers le Ministre des obligations qui auraient été assumées aux termes des présentes par le Membre ou le Participant (selon le cas) qui n'a pas signé la présente Convention.

18.2 En signant la présente Convention, chaque Membre et Participant déclare, garantit et convient de ce qui suit :

18.2.1 il est solidairement responsable avec le Candidat qualifié envers le Ministre pour l'ensemble des engagements, obligations et responsabilités du Candidat qualifié qui sont indiqués à la présente Convention. Sans restreindre la portée générale de ce qui précède, chaque Membre et chaque Participant est lié personnellement de la même manière que le Candidat qualifié par les renonciations, les clauses d'exonération, les limites de responsabilité et les indemnités en faveur du Ministre et des autres Parties libérées aux termes de cette Convention et de l'A/P;

18.2.2 les Membres forment l'ensemble des Membres du Candidat qualifié, ou l'ensemble des actionnaires ou des associés du Candidat qualifié et ils ne peuvent pas

céder leur participation dans le Candidat qualifié sans d'abord avoir obtenu le consentement écrit préalable du Ministre. Si le Ministre le demande, le cessionnaire doit signer une entente le liant aux modalités de la présente Convention;

18.2.3 les Participants forment l'ensemble des Participants du Candidat qualifié et ils ne peuvent se décharger ni de leur implication ni de leurs obligations envers le Candidat qualifié sans d'abord avoir obtenu le consentement écrit préalable du Ministre. Si le Ministre le demande, le nouveau Participant devra signer une entente le liant aux modalités de la présente Convention.

ARTICLE 19 RENONCIATION

19.1 Aucun défaut ni aucun retard dans l'exercice d'un droit ou d'un recours aux termes de la présente Convention par l'une des parties aux présentes ne sera réputé constituer une renonciation à ce droit ou à ce recours. Aucune renonciation à un défaut d'observer une disposition de la présente Convention ne sera réputée constituer une renonciation à tout manquement ultérieur à cette disposition ou à une disposition similaire.

ARTICLE 20 POUVOIR DE SIGNER LE CONTRAT

20.1 Le Candidat qualifié et chaque Membre et Participant déclarent et garantissent par les présentes, en leur propre nom et solidairement :

20.1.1 qu'ils disposent du pouvoir, de l'autorité et de la capacité requis pour signer et livrer la présente Convention;

20.1.2 qu'ils ont dûment et valablement signé la présente Convention ou que leurs représentants dûment autorisés l'ont dûment et valablement signée en leur nom;

20.1.3 que la présente Convention constitue une entente légale, valide et exécutoire qui leur est opposable conformément à ses modalités.

ARTICLE 21 PREUVE DU POUVOIR

21.1 Le Ministre peut, à son gré, exiger de chaque partie qui signe la présente Convention de produire la preuve, de manière acceptable pour le Ministre, que le signataire de la présente Convention qui agit au nom de chacune de ces parties dispose du pouvoir nécessaire pour la signer au nom de cette partie et pour la lier.

ARTICLE 22 LANGUE DE LA CONVENTION

22.1 La Convention a été rédigée en français seulement en conformité avec les lois du Québec même si une version anglaise a pu être fournie au Candidat qualifié. Le Candidat qualifié déclare expressément ce qui suit :

22.1.1 la Convention rédigée en français est la seule source de droits et d'obligations entre les parties;

22.1.2 il a pris connaissance de chacune des dispositions de la Convention rédigée en français, il en comprend la portée et toutes les conséquences juridiques et accepte d'être pleinement lié par chacune de ses dispositions;

22.1.3 toute version anglaise de la Convention que le Ministre pourrait avoir remise au Candidat qualifié n'aura aucun effet juridique de quelque nature que ce soit entre les parties, même en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la Convention rédigée en français.

EN FOI DE QUOI, les parties aux présentes ont signé la présente Convention à compter du jour et de l'année indiqués en page frontispice.

MINISTRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC

Par :

Signataire autorisé

INFRAS-QUÉBEC A-25

Par :

Signataire autorisé

Nom : George Zakem / FREDERIC BETTEZ

Titre : Signataires autorisés

MACQUARIE BANK LTD.

Par :

Signataire autorisé

Nom : George Zakem / FREDERIC BETTEZ

Titre : Signataires autorisés

CIMENT ST-LAURENT INC.

Par :

Signataire autorisé

Nom : JEAN-MAURICE FARGIER

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Titre : Denix Construction
Unité d'affaires de CSL

CONSTRUCTION KIEWIT CIE

Par :

Signataire autorisé

Nom : Louis Chapdelaine

Titre : Président

Société en Commandite

GENIVAR GROUPE CONSEIL INC.

Par :

Signataire autorisé

Nom : PIERRE ANDRÉ DUGAS

Titre : V. P. TRANSPORT

MILLER PAVING LTD.

Par :

Signataire autorisé

Nom : Leo A. McArthur

Titre : President & CEO

**PARSONS OVERSEAS COMPANY OF
CANADA LTD.**

Par :

Signataire autorisé

Nom : Clyde E. Ellis

Titre : Vice President

ANNEXE A

DÉFINITIONS

1. DÉFINITIONS

À moins qu'une intention à l'effet contraire ne soit clairement indiquée, lorsqu'ils sont utilisés dans la Convention ou toute annexe de celle-ci, les termes suivants ont le sens qui leur est attribué dans la présente annexe A.

1.1 « Allocation » désigne la contribution d'un montant forfaitaire de 500 000 \$ aux frais, aux dépenses, à la perte d'occasions et à tous autres frais directs et indirects liés de quelque façon que ce soit à l'A/Q, à l'A/P, au Processus de consultation et de sélection, à la présente Convention et à l'élaboration, au dépôt, à l'examen, à l'évaluation et à l'acceptation ou au rejet d'une Proposition, que le Candidat qualifié pourrait avoir le droit de recevoir du Ministre conformément aux modalités de la présente Convention et sous réserve de celles-ci.

1.2 « A/P » désigne l'Appel de propositions lancé par le Ministre aux Candidats qualifiés en date du 20 juillet 2006, y compris tous les volumes, annexes et addendas se rapportant à cet Appel de propositions.

1.3 « Ateliers de discussion » désigne les Ateliers de discussion décrits à l'annexe C et prévus entre les personnes désignées par le Ministre et les Collaborateurs des Candidats qualifiés afin de faciliter l'élaboration des Propositions.

1.4 « Autre matériel utilisé par le Candidat qualifié » désigne tous les concepts, idées et biens réalisés ou incorporés, d'une façon ou d'une autre, à la Proposition du Candidat qualifié, y compris les droits d'auteur, les inventions et autres droits de propriété intellectuelle, et pour lesquels il n'est pas titulaire des droits de propriété intellectuelle.

1.5 « Avis du choix du Candidat sélectionné » désigne l'avis du Ministre transmis à chacun des Candidats qualifiés suite au choix du Candidat sélectionné et de la réception par le Ministre du Dépôt de garantie prévu à la section 3.3.2.

1.6 « Bailleurs de fonds » désigne l'ensemble ou certaines des Personnes qui participent ou qui s'engagent à participer au financement des Activités du Partenaire privé, soit sous forme de Capitaux propres, soit sous forme d'Emprunt ou d'autres Instruments de financement.

En ce qui concerne les Capitaux propres, les Bailleurs de fonds comprennent notamment :

- un investisseur qui investit ses propres fonds ou des fonds pour lesquels il a la responsabilité d'investir;

- un preneur ferme (« *firm underwriter* ») agissant seul ou en syndicat qu'il représente, qui souscrit à une émission de Capitaux propres et se charge de son placement auprès d'investisseurs selon les termes d'une convention de prise ferme.

En ce qui concerne les Emprunts ou autres Instruments de financement, les Bailleurs de fonds comprennent notamment :

- une banque ou un syndicat bancaire;
- un investisseur qui achète ou qui s'engage à acheter des titres d'Emprunt avec ses propres fonds ou avec des fonds pour lesquels il a la responsabilité d'investir;
- un preneur ferme (« *firm underwriter* ») agissant seul ou en syndicat qu'il représente, qui souscrit à une émission de titres d'Emprunt et se charge de son placement auprès d'investisseurs selon les termes d'une convention de prise ferme.

1.7 « **Candidats qualifiés** » désigne chacun des Candidats qualifiés qui a répondu à l'A/Q et qui a été qualifié par le Ministre comme Personne ayant le droit de soumettre une Proposition.

1.8 « **Candidat sélectionné** » désigne le Candidat qualifié retenu aux termes de l'A/P pour conclure l'Entente de partenariat.

1.9 « **Clôture financière** » désigne la date à laquelle les ententes relatives au Financement initial et à l'Entente de partenariat ont été signées, et à laquelle le prélèvement des fonds peut débuter.

1.10 « **Collaborateur du Candidat qualifié** » désigne le Candidat qualifié, un Membre ou un Participant du Candidat qualifié, et l'un ou l'autre de leurs dirigeants, administrateurs, gestionnaires, employés, maîtres d'œuvre, sous-traitants, consultants, conseillers, représentants, mandataires, successeurs et ayants cause autorisés respectifs et les Personnes clés du Candidat qualifié.

1.11 « **Compensation définitive** » désigne la contribution d'un montant forfaitaire de 1 000 000 \$ aux frais, aux dépenses, à la perte d'occasions et à tous autres frais directs et indirects liés de quelque façon que ce soit à l'A/Q, à l'A/P, au Processus de consultation et de sélection, à la présente Convention et à l'élaboration, au dépôt, à l'examen, à l'évaluation et à l'acceptation ou au rejet d'une Proposition, que le Candidat qualifié pourrait avoir le droit de recevoir du Ministre conformément aux modalités de la présente et sous réserve de celles-ci.

1.12 « **Convention** » désigne la présente Convention intervenue entre le Ministre et le Candidat qualifié et comprend tous les documents expressément intégrés par renvoi aux présentes notamment les annexes A, B, C et D.

1.13 « **Date de dépôt des Propositions** » 15h (heure de Montréal) le 30 mars 2007 ou toute autre date qui sera communiquée par le Ministre au moyen d'un addenda.

1.14 « **Demande de renseignements** » a le sens qui lui est donné à l'annexe D.

1.15 « **Dépôt de garantie** » désigne la sûreté financière qui doit être fournie par le Candidat qualifié au moyen d'une ou de plusieurs lettres de crédit irrévocables selon le modèle joint au Volume 1 de l'A/P comme annexe 1-7 et aux montants et conditions exigés aux termes des sections 3.1 et 3.3.

1.16 « **Destinataires** » désigne les Personnes qui sont identifiées ou auxquelles on fait référence dans la section 11.1 de la présente Convention, notamment le Candidat qualifié et chaque Collaborateur du Candidat qualifié.

1.17 « **Dommages-Intérêts fixés à l'avance** » ne doit pas être interprété comme une pénalité, mais représente la somme que le Candidat qualifié a convenu de verser au Ministre dans l'éventualité où un événement stipulé survenait, dont les parties ont convenu qu'elle n'était pas une pénalité, mais qu'elle représentait une estimation préalable authentique des dommages que le Ministre subira si cet événement survenait, entre autres choses, la diminution de la concurrence à l'égard de l'Entente de partenariat, la mise en péril des possibilités pour le Ministre d'aménager le PPP pour l'Autoroute 25 et d'y donner suite et les pertes de temps, de frais et d'occasions qui en découleront pour le Ministre, les parties convenant que tous ces dommages seraient difficiles ou impossibles à quantifier au moment de la survenance de l'événement stipulé.

1.18 « **Endroit de remise** » désigne l'endroit précisé à la section 7.1 du Volume 1 de l'A/P pour le dépôt des Propositions.

1.19 « **Entente de partenariat** » désigne l'entente de partenariat à intervenir entre le Ministre et le Partenaire privé à l'égard du PPP pour l'Autoroute 25.

1.20 « **Exigences techniques** » désigne l'ensemble des caractéristiques et exigences prévues au Volume 3 de l'A/P.

1.21 « **Financement Initial** » désigne le financement mis en place par le Partenaire privé lors de la Clôture financière et qui est suffisant pour permettre, au minimum, la réalisation de tous les travaux de conception et de construction tel que définis aux sections 2.2.1, 2.2.2 et 2.2.6 du Volume 1 de l'A/P, ainsi que l'obtention de l'Attestation de réception provisoire selon les conditions stipulées à l'Entente de partenariat.

1.22 « **Jour** » désigne le jour civil.

1.23 « **Jour férié** » désigne la veille du Jour de l'an, le Jour de l'an, le lendemain du Jour de l'an, le Vendredi saint, le lundi de Pâques, la fête des Patriotes, la

fête nationale, la fête de la Confédération, la fête du Travail, l'Action de Grâce, la veille de Noël, Noël, le lendemain de Noël et tout autre jour férié applicable au Québec fixé par proclamation des gouvernements fédéral ou provincial ou tout autre jour convenu entre les Parties.

1.24 « **Jour ouvrable** » désigne un jour du lundi au vendredi, de 8h à 16h30 (heure de Montréal), à l'exclusion des Jours fériés.

1.25 « **Matériel appartenant au Candidat qualifié** » désigne tous les concepts, idées et biens réalisés ou incorporés, d'une façon ou d'une autre, à la Proposition du Candidat qualifié, y compris les droits d'auteur, les inventions et autres droits de propriété intellectuelle, et pour lesquels il est titulaire des droits de propriété intellectuelle.

1.26 « **Parties libérées** » désigne le gouvernement du Québec, ses ministères et organismes, le Ministre et tous leurs administrateurs, employés, représentants, conseillers, mandataires, successeurs et ayants cause respectifs.

1.27 « **Personne** » désigne une personne morale ou physique, une société en nom collectif, en commandite ou en participation, une fiducie, une association, un gouvernement ou tout ministère, organisme ou intermédiaire de tout gouvernement;

1.28 « **Personne contact du Candidat qualifié** » désigne la personne désignée comme la Personne contact du Candidat qualifié, soit :

George Zakem, MBA, Directeur de projet
Macquarie North America Ltd.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, Suite 2200
Montréal (Québec) H3B 4W8, et

Canadian Pacific Tower, TD Centre
100 Wellington Street West
P.O. Box 234, Suite 2200
Toronto (Ontario) M5K 1J3

Téléphone : [REDACTED]
Télécopieur : [REDACTED]
Courriel : [REDACTED]@macquarie.com

1.29 « **PPP pour l'Autoroute 25** » désigne la conception, la construction, le financement, l'exploitation et l'entretien d'une portion du parachèvement de l'Autoroute 25 par le Partenaire privé (notamment les voies rapides, le pont et le système de péage) comprenant l'imposition d'un péage aux usagers, selon les conditions stipulées à l'Entente de partenariat.

1.30 « **Processus de consultation et de sélection** » désigne le processus comprenant l'A/P, la consultation avec les Candidats qualifiés, la participation aux

séances d'information et aux ateliers de discussion, l'émission de l'Entente de partenariat sous forme projet ou révisée, la réception et la prise en compte des commentaires des Candidats qualifiés et des renseignements fournis à la suite d'une demande du Ministre, l'évaluation des propositions soumises en réponse à l'A/P et la désignation d'un Candidat sélectionné, la préparation, la négociation, l'acceptation ou le refus de toute Proposition, la modification, l'annulation, l'interruption ou la cessation de l'A/P, du Projet ou du Partenariat, ainsi que la signature de l'Entente de partenariat.

1.31 « **Proposition** » désigne la proposition déposée par un Candidat qualifié en réponse à l'A/P. Une Proposition comprend notamment la proposition technique et la proposition financière.

1.32 « **Proposition conforme** » désigne une Proposition qui (i) répond aux critères de recevabilité énoncés à la section 6.3.1 du Volume 1 de l'A/P, (ii) de l'avis raisonnable du Comité de sélection, respecte ou dépasse toutes les exigences obligatoires énoncées dans l'A/P à l'égard d'une Proposition, (iii) répond aux dispositions de l'A/P suffisamment et de telle manière que la Proposition serait considérée comme étant une Proposition complète et concurrentielle soumise de bonne foi par un Candidat qualifié qui a l'intention de se conformer à toutes les exigences de l'A/P et (iv) est suffisamment détaillée et complète, de l'avis raisonnable du Comité de sélection, pour que, si la Proposition est jugée conforme par le Comité de sélection, le Comité de sélection estime que la Clôture financière fondée sur cette Proposition pourrait survenir dans les délais prévus dans l'A/P.

1.33 « **Projet** » désigne le projet pour le parachèvement de l'Autoroute 25 dans la région de Montréal, dont une portion sera réalisée par le Partenaire privé selon l'Entente de Partenariat et dont l'autre portion sera réalisée par le Ministre selon une approche conventionnelle, comme le décrit la section 2.1 du Volume 1 de l'A/P.

1.34 « **Réclamations** » désigne les réclamations, actions, poursuites, causes d'action, créances, redevances, comptes, obligations, garanties, actions récursoires, indemnités, engagements, contrats, pertes (y compris les pertes indirectes), dommages-intérêts, coûts, griefs, exécutions, décisions, dettes (y compris celles qui sont relatives à une occasion manquée ou à un manque à gagner ou celles qui en découlent), demandes et droits de quelque nature que ce soit, réels, en cours, éventuels ou possibles, en droit ou en equity, exprès ou implicites, présents ou futurs, et connus ou inconnus.

1.35 « **Renseignements confidentiels** » désigne l'ensemble des connaissances, documents et renseignements fournis par les Parties libérées ou l'une d'entre elles au Candidat qualifié, au Membre et à tout autre Destinataire, ou par ailleurs obtenus par ces derniers, avant ou après la date de la présente Convention, sur les deux DVD décrits à la section 4.2 du Volume 1 de l'A/P, à Salle de documentation électronique ou autrement, soit verbalement ou par écrit ou en un autre format visuel ou électronique, et concernant ou visant le PPP pour l'Autoroute 25, notamment tous les plans, les renseignements opérationnels et financiers, ainsi que toutes les analyses, compilations, données, études, photographies, spécifications, notes de service, notes,

cartes et tous les manuels, rapports, documents, dossiers informatisés et tout autre renseignement sur copie papier, en format électronique ou en un autre format obtenus des Parties libérées ou de l'un d'entre eux ou préparés par le Candidat qualifié, le Membre ou d'autres Destinataires, et comprenant l'un ou l'autre de ces renseignements ou fondés sur l'un de ceux-ci.

1.36 « **Représentant du Ministre** » désigne toute Personne nommée de temps à autre par le Ministre comme Représentant du Ministre pour les fins de l'A/P.

1.37 « **Salle de documentation électronique** » désigne la salle de documentation électronique décrite à la section 4.2 du Volume 1 de l'A/P.

1.38 « **Séances d'information** » désigne collectivement la Séance d'information générale et les Séances d'information thématiques.

1.39 « **Séance d'information générale** » désigne la séance d'information générale décrite à l'annexe C et prévue entre les personnes désignées par le Ministre et les Collaborateurs des Candidats qualifiés afin de faciliter l'élaboration des Propositions.

1.40 « **Séances d'information thématiques** » désigne les séances d'information thématiques décrites à l'annexe C et prévues entre les personnes désignées par le Ministre et les Collaborateurs des Candidats qualifiés afin de faciliter l'élaboration des Propositions.

2. INTERPRÉTATION

Dans la présente Convention et la présente annexe A :

2.1 Les rubriques sont insérées à titre de référence seulement et ne font pas partie intégrante du document dans lequel elles figurent ni ne touchent le sens ou l'interprétation de celui-ci.

2.2 Aux présentes, le masculin, lorsqu'il est employé pour désigner des personnes, renvoie aussi bien à des femmes qu'à des hommes et, à moins d'indication contraire du contexte, le singulier comprend le pluriel et le pluriel comprend le singulier.

2.3 Tout renvoi à une section, à un article, à un paragraphe ou à une autre partie de tout document vise l'ensemble de la section, de l'article, du paragraphe ou de l'autre partie de ce document, et tout renvoi à un numéro de section, d'article, de paragraphe ou d'une autre partie vise l'ensemble de la section, de l'article, du paragraphe ou de l'autre partie, le cas échéant, portant ce numéro, y compris toutes les dispositions accessoires portant le même numéro. Tout renvoi à une section des présentes vise une section de la présente Convention à moins d'indication contraire.

2.4 Les expressions « comprend », « y compris » et toute autre expression de même signification n'introduisent pas d'énumérations limitatives; elles doivent être interprétées comme si l'expression utilisée était « entre autres » ou « notamment ».

2.5 Toutes les sommes en argent figurant aux présentes sont exprimées en monnaie légale du Canada, sauf indication contraire explicite.

2.6 Les références au pouvoir discrétionnaire exercé par une partie sont interprétées, à moins d'indication contraire, comme le pouvoir discrétionnaire exclusif et absolu de la partie qui l'exerce.

2.7 Les expressions « aux présentes », « aux termes des présentes », « des présentes » et des expressions similaires désignent, sauf disposition contraire, l'ensemble de la présente Convention plutôt qu'un article, une section, une sous-section ou une autre subdivision donnée de la présente Convention.

2.8 Les références à une loi, à une disposition d'une loi ou à un règlement comprennent la loi, la disposition d'une loi ou le règlement qui modifie, proroge, codifie ou remplace cette loi, cette disposition ou ce règlement ou qui a été modifié, prorogé, codifié ou remplacé par cette loi, cette disposition ou ce règlement, et comprennent tout arrêté rendu, règlement ou code de conduite établi, acte fait ou toute ordonnance rendue ou autre mesure législative subordonnée prise en vertu de la loi ou du règlement pertinent.

ANNEXE B

RENONCIATION

Le soussigné confirme par les présentes qu'il a l'intention de participer au Processus de consultation et de sélection décrit à l'annexe C de la Convention de Soumission, dont copie est ci jointe, qu'il convient de la marche à suivre qui y est énoncée, y compris de la Séance d'information générale, des Séances d'information thématiques et des Ateliers de discussion, et qu'il renonce en faveur du gouvernement de Québec, ses ministères et organismes, le ministre des Transports du Québec et de tous leurs administrateurs, employés, représentants, conseillers, mandataires, successeurs et ayant cause respectifs (collectivement et individuellement, les « **Parties libérées** ») à tous les droits de contestation ou de protestation et à toute réclamation contractuelle ou extra contractuelle, que ce soit pour des frais, la perte d'occasions ou tout autre perte, des dommages ou autrement (collectivement et individuellement, des « **Réclamations** »), sauf dans le cas d'une inconduite délibérée, à l'égard du Processus de consultation et de sélection décrit dans la Convention de Soumission en rapport avec le PPP pour l'Autoroute 25, qui seraient fondées sur le fait que cette Séance d'information générale, ces Séances d'information thématiques ou ces Ateliers de discussion ont eu lieu ou que des renseignements pourraient avoir été reçus par un Candidat qualifié concurrent ou un Collaborateur du Candidat qualifié concurrent sans que le soussigné les ait reçus, et il libère les Parties libérées de toutes telles Réclamations.

Pour :

[NOM DU CANDIDAT QUALIFIÉ]

et Pour et au nom de :

[NOM DU COLLABORATEUR DU
CANDIDAT QUALIFIÉ]

Nom :

Fonction :

(signé)

Fait le _____ 2006

ANNEXE C

SÉANCES D'INFORMATION ET ATELIERS DE DISCUSSION

ARTICLE 1 INTRODUCTION

1.1 La présente annexe C décrit le processus à suivre dans le cadre de l'organisation de la Séance d'information générale, des Séances d'information thématiques et des Ateliers de discussion entre les Candidats qualifiés et le Ministre (y compris les administrateurs, employés, représentants, conseillers et mandataire du Ministre) avant le dépôt des Propositions. Le Ministre peut par addenda à l'A/P, instaurer des politiques et des procédures écrites afin de préciser, de simplifier ou de modifier autrement les dispositions de la présente annexe C.

ARTICLE 2 BUT DES SÉANCES D'INFORMATION ET DES ATELIERS DE DISCUSSION

2.1 La Séance d'information générale est une séance d'information générale multilatérale et préalable aux Séances d'information thématiques et aux Ateliers de discussion. Elle est tenue entre les personnes désignées par le Ministre et les Collaborateurs des Candidats qualifiés, afin de faciliter l'élaboration de leur Propositions respectives.

2.2 Des séances d'information thématiques multilatérales sont prévues entre les personnes désignées par le Ministre, principalement les experts en achalandage et revenus, et ceux des Candidats qualifiés.

2.3 Des Ateliers de discussion bilatéraux sont prévus entre les personnes désignées par le Ministre et les Collaborateurs des Candidats qualifiés. Les Ateliers de discussion ont pour objectif de faciliter la communication entre le Candidat qualifié et le Ministre en ce qui concerne les questions relatives au PPP pour l'Autoroute 25, à l'A/P et à l'Entente de partenariat, de permettre au Candidat qualifié de faire part au Ministre de ses commentaires et de ses besoins de clarification et d'échanger avec les Candidats qualifiés sur des sujets spécialisés afin de faciliter l'élaboration de leur Proposition.

2.4 La Personne contact du Candidat qualifié ou une des Personnes clés de chaque Candidat qualifié est tenue d'assister à la Séance d'information générale, aux Séances d'information thématiques et aux Ateliers de discussions prévus. Les modalités énoncées dans la présente annexe C et les Articles 6, 7, 8 et 11 de la Convention s'appliquent à la Séance d'information générale, à chacune des Séances d'information thématiques et à chacun des Ateliers de discussion.

2.5 Le Candidat qualifié doit désigner les Collaborateurs du Candidat qualifié qui assisteront à la Séance d'information générale, à une Séance d'information thématique ou à un Atelier de discussion en son nom. Le nombre de Collaborateurs du

Candidat qualifié est limité à 9 pour la Séance d'information générale et pour chacun des Ateliers de discussion et est limité à 5 pour chacune des Séances d'information thématiques.

2.6 Le Candidat qualifié doit s'assurer que chaque Collaborateur du Candidat qualifié qui assiste à toute partie de la Séance d'information générale, d'une Séance d'information thématique et d'un Atelier de discussion au nom du Candidat qualifié connaisse bien et respecte les modalités de l'article 5 de la Convention et des annexes C et D.

ARTICLE 3 ORGANISATION DES RÉUNIONS

3.1 La Séance d'information générale couvre les sujets suivants :

- la présentation générale du Projet;
- la présentation technique du Projet;
- la présentation générale des résultats de l'étude portant sur les achalandages et les revenus de péage;
- l'encadrement tarifaire et le cadre de perception portant sur le péage;
- un sommaire du Processus de consultation et de sélection.

3.2 Les quatre Séances d'information thématiques portent sur la méthodologie retenue pour la réalisation de l'étude relative aux achalandages et aux revenus de péage. On y traite notamment de l'environnement de modélisation, de la méthodologie de modélisation, de l'étude de préférence déclarée et du développement de l'outil de simulation « MoTLEC ».

3.3 Un minimum de six Ateliers de discussion sont organisés pour traiter des sujets suivants :

Atelier n° 1 – Exigences de conformité des Propositions

- exigences de conformité commerciale;
- exigences de conformité de la proposition technique;
- exigences de conformité de la proposition financière;
- exigences relatives à l'offre de prix.

Atelier n° 2 – Exigences de performance du système de péage électronique

- point de perception, centre de contrôle, traitement des contrevenants et système de service à la clientèle;
- entretien et exigences de fin de terme.

Atelier n° 3 – Achalandages et revenus

- hypothèses de modélisation;
- modèle de prévision des achalandages et revenus;
- analyse de sensibilité.

Atelier n° 4 – Environnement, permis et approbations, et exigences techniques

- exigences du CAR et modalités pour obtenir le CAC (responsabilités du Partenaire privé et responsabilités du Ministre);
- approbations requises de la part du gouvernement fédéral et démarches entreprises par le Ministère des Transports (responsabilités du Partenaire privé et responsabilités du Ministre);
- approbations requises de la part des municipalités et démarches entreprises par le Ministère des Transports (responsabilités du Partenaire privé et responsabilités du Ministre);
- exigences techniques à respecter par le Partenaire privé lors de la conception, de la construction, de l'exploitation, de l'entretien et de la remise des ouvrages au Ministre.

Atelier n° 5 – Mécanismes de rémunération et Entente de partenariat

- rémunération du Partenaire privé, incluant la remise liée au revenu de péage;
- autres clauses de l'Entente de partenariat.

Atelier n° 6 – Entente de partenariat et Exigences techniques – Échange sur commentaires

- échange avec chacun des Candidats qualifiés sur leurs commentaires respectifs quant à l'Entente de partenariat et aux Exigences techniques.

Les sujets de discussion sont limités à ceux énumérés ci-dessus.

3.4 Le Ministre a prévu que les Séances d'information auront lieu en présence de tous les Candidats qualifiés et que les Ateliers de discussion auront lieu

individuellement avec chaque Candidat qualifié. Chaque réunion devrait se tenir aux dates indiquées ci-après ou à toute autre date dont le Ministre pourrait aviser chaque Candidat qualifié.

	Activités	Échéance
1.	Séance d'information générale	17 août 2006
2.	Séances d'information thématiques	22, 23, 24 et 25 août 2006
3.	Atelier de discussion n° 1 – Exigences de conformité des Propositions	semaine du 28 août 2006
4.	Atelier de discussion n° 2 – Exigences de performance du système de péage électronique	semaine du 5 septembre 2006
5.	Atelier de discussion n° 3 – Achalandages et revenus	semaine du 11 septembre 2006
6.	Atelier de discussion n° 4 – Environnement - Permis et approbations - Exigences techniques	semaine du 18 septembre 2006
7.	Atelier de discussion n° 5 – Mécanismes de rémunération et Entente de partenariat	semaine du 25 septembre 2006
8.	Ateliers additionnels (le cas échéant)	semaine du 2 octobre 2006
9.	Atelier de discussion n° 6 – Entente de partenariat et Exigences techniques – Échange sur commentaires	semaine du 23 octobre 2006

3.5 Avant chacun des cinq premiers Ateliers de discussion, et au plus tard six (6) Jours ouvrables avant la semaine dans laquelle l'Atelier de discussion doit avoir lieu (soit le 18 août pour l'atelier n° 1, le 25 août pour l'atelier n° 2, le 1^{er} septembre pour l'atelier n° 3, le 8 septembre pour l'atelier n° 4, le 15 septembre pour l'atelier n° 5), chaque Candidat qualifié doit fournir au Représentant du Ministre une liste des points qu'il souhaite voir inscrits à l'ordre du jour et les questions dont il souhaite précisément discuter, en respectant le sujet des Ateliers de discussion. Après avoir reçu cette liste, le Représentant du Ministre confirmera la réservation du Candidat qualifié, ainsi que les modalités de l'Atelier de discussion.

3.6 Les Candidats qualifiés seront invités à confirmer leur présence par courriel ou par télécopieur auprès du Représentant du Ministre. Ce dernier doit avoir reçu la confirmation au plus tard six (6) Jours ouvrables avant la semaine dans laquelle l'Atelier de discussion doit avoir lieu. Les premiers Candidats qualifiés qui confirment leur présence, suite à l'invitation reçue, ont préséance sur le choix de la date des Ateliers de discussion. Le Représentant du Ministre informe les Candidats qualifiés des dates des Ateliers de discussion qui leur ont été attribuées.

3.7 Aucune partie de l'évaluation de la Proposition du Candidat qualifié ne doit être fondée sur des renseignements obtenus ou communiqués au cours de la Séance d'information générale, des Séances d'information thématiques ou des Ateliers de discussion, sur la façon d'agir du Candidat qualifié ou du Ministre, ou sur des discussions qui ont eu lieu entre le Ministre et le Candidat qualifié lors de la Séance d'information générale, des Séances d'information thématiques ou des Ateliers de discussion.

3.8 Dans le cas où un Candidat qualifié souhaite se fonder sur tout point mentionné ou précisé dans le cadre de la Séance d'information générale, d'une Séance d'information thématique ou d'un Atelier de discussion ou désire une réponse officielle à l'une de ses questions, il doit adresser sa question au Représentant du Ministre au moyen du formulaire prévu à l'annexe 1-12 du Volume 1 de l'A/P (le « Formulaire de Demande de renseignements »). La marche à suivre avec les Formulaires de Demande de renseignements est disponible à l'annexe D.

3.9 Si un ou plusieurs Candidats qualifiés demandent des Ateliers de discussion supplémentaires, ou si le Ministre juge qu'il est souhaitable ou nécessaire d'en prévoir, le Ministre peut, à son gré, prévoir de tels ateliers supplémentaires. De tels ateliers additionnels seront offerts à tous les Candidats qualifiés, mais ne seront pas obligatoires.

3.10 Le Ministre peut transmettre par écrit aux Candidats qualifiés des réponses à quelques-unes des questions ou à toutes les questions que ces derniers ont soulevées et il peut donner une ou plusieurs clarifications ou émettre un addenda qui révisé ou complète l'A/P ou le projet d'Entente de partenariat.

3.11 Aucun aspect de la Séance d'information générale, des Séances d'information thématiques ou des Ateliers de discussion n'a pour but de permettre à un Candidat qualifié d'avoir accès à des renseignements qui ne sont pas mis à la disposition des autres Candidats qualifiés d'une façon équivalente.

3.12 Le Candidat qualifié convient que les modalités énoncées dans la présente Convention s'appliquent à la Séance d'information générale, à chacune des Séances d'information thématiques et à chacun des Ateliers de discussion.

ARTICLE 4

MODIFICATIONS APPORTÉES AUX ATELIERS DE DISCUSSION

4.1 Le Ministre peut réviser à son gré, les exigences de la présente annexe C avec les Candidats qualifiés en vue de clarifier et de simplifier le processus des Ateliers de discussion et d'accélérer et de faciliter l'échange de renseignements dans le cadre des Ateliers de discussion. En conséquence, le Ministre se réserve le droit, à son gré, de modifier et de compléter les dispositions de la présente annexe C à tout moment, de la façon décrite dans l'article 1 de la présente annexe C.

ARTICLE 5

PRÉSENCE DU MINISTRE ET DU VÉRIFICATEUR DU PROCESSUS DE SÉLECTION

5.1 Le Ministre peut décider, à son gré, quels administrateurs, représentants, employés, conseillers et mandataires du Ministre et quelles autres Personnes sont présentes à la Séance d'information générale, aux Séances d'information thématiques et aux Ateliers de discussion avec les Candidats qualifiés. Le Représentant du Ministre et le Vérificateur du processus de sélection, à sa discrétion, assistent à la Séance d'information générale, à chacune des Séances d'information thématiques et à chacun des Ateliers de discussion.

5.2 Le Gouvernement a retenu les services d'un vérificateur du processus de sélection. D'une façon générale, le mandat du Vérificateur du processus de sélection est d'assurer les autorités gouvernementales et les Candidats qualifiés que le processus de sélection du Partenaire privé est équitable et transparent. À cette fin, il observe le déroulement du processus et formule un avis indépendant indiquant si le processus s'est réalisé de façon équitable et transparente au regard des prescriptions en matière d'évaluation et de sélection décrites dans les documents de l'A/Q et de l'A/P.

ANNEXE D

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET TRANSMISSION DE RENSEIGNEMENTS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

1.1 Toutes les questions ou les Demandes de renseignements (« Demande de renseignements ») doivent respecter les modalités suivantes et s'y conformer (le cas échéant) :

- a) La Personne contact du Candidat qualifié doit soumettre chaque Demande de renseignements par écrit au Représentant du Ministre par lettre, télécopieur ou courriel conformément au processus décrit dans la présente annexe D, et utiliser le Formulaire de Demande de renseignements prévue à l'annexe 1-12 du Volume 1 de l'AP. Le Représentant du Ministre accuse réception de toute Demande de renseignements reçue du Candidat qualifié. Il est de la responsabilité du Candidat qualifié de soumettre à nouveau toute Demande de renseignements pour laquelle il n'aurait pas reçu un accusé de réception de la part du Représentant du Ministre.
- b) Chaque Demande de renseignements doit être en français et doit présenter le nom du Candidat qualifié, être numérotée séquentiellement et mentionner la nature de la question, de la requête, de la demande de renseignements ou de la demande de clarification ou toute autre raison de la communication.
- c) Pour faciliter et accélérer le processus de réponse et le suivi des réponses aux Demandes de renseignements, le Candidat qualifié qui adresse un certain nombre de Demandes de renseignements doit les séparer par sujet et les soumettre dans des Demandes de renseignements distinctes et brèves.
- d) Les réponses écrites données par le Ministre à une Demande de renseignements ne sont pas transmises à tous les Candidats qualifiés si cette dernière est d'ordre secondaire ou administratif et que le Ministre considère qu'elle ne concerne uniquement que le Candidat qualifié qui l'a soumise et qu'elle n'est pas essentielle aux autres Candidats qualifiés.
- e) Si un Candidat qualifié ne veut pas qu'une réponse à sa Demande de renseignements soit partagée avec d'autres Candidats qualifiés, il doit indiquer sur sa Demande de renseignements qu'elle est confidentielle et il doit justifier sa demande de confidentialité. Si le Ministre considère qu'il devrait répondre à la Demande de renseignements de façon confidentielle, il pourra le faire. Toutefois, si le Ministre considère pour une quelconque raison qu'il ne devrait pas (en tenant compte du principe

d'équité du Processus de consultation et de sélection) répondre à la requête de façon confidentielle, il doit en informer le Candidat qualifié qui a soumis cette Demande de renseignements confidentielle, et le Candidat qualifié aura l'occasion de retirer sa Demande de renseignements. Si le Candidat qualifié ne retire pas sa Demande de renseignements, le Ministre pourra faire connaître à tous les Candidats qualifiés sa réponse à la Demande de renseignements. Le Ministre se réserve néanmoins le droit de transmettre une réponse donnée à une question portant la mention « Renseignements commerciaux confidentiels » et retirée par le Candidat qualifié si, de l'avis du Ministre, la question indique la présence d'une erreur ou d'une incohérence dans tout document relatif au Processus de consultation et de sélection, ou par ailleurs nécessite une modification.

- f) Le Ministre, à son gré, peut donner une clarification d'ordre général et peut répondre à une Demande de renseignements d'un Candidat qualifié au moyen d'un addenda ou d'une réponse à une question diffusée dans la Salle de documentation électronique. Les questions ainsi que les réponses sont accessibles à tous les Candidats qualifiés par le biais de la Salle de documentation électronique, sans que ne soit donnée l'identité du Candidat qualifié ayant posé la question. Les réponses aux questions des Candidats qualifiés sont communiquées de la façon suivante :

- Envol de la réponse par courriel directement au Candidat qualifié, s'il s'agit d'une réponse qui ne concerne que ce Candidat;
- Diffusion de toutes les questions-réponses accessibles dans la Salle de documentation électronique s'il s'agit de questions-réponses qui concernent tous les Candidats qualifiés;
- Diffusion d'un addenda accessible dans la Salle de documentation électronique, s'il s'agit d'une réponse qui doit être diffusée aux trois Candidats qualifiés et qui entraîne une modification à l'A/P.

Seuls les renseignements fournis sous forme d'addenda sont utilisés pour modifier l'A/P.

- g) La date limite pour la réception des Demandes de renseignements est le 31 janvier 2007 à 15h, heure de Montréal.

TRANSMISSION DES RENSEIGNEMENTS FOURNIS DANS LE CADRE DES ATELIERS DE DISCUSSION

2.1 Le Ministre fera tout effort raisonnable pour transmettre à tous les Candidats qualifiés tout nouveau renseignement qu'il a fourni à l'un ou l'autre des Candidats qualifiés au cours d'un Atelier de discussion, à l'exception de tout renseignement qui peut concerner les questions soulevées par un Candidat qualifié dans une Demande de

renseignements du fait que celle-ci serait traitée comme confidentielle et que le Ministre a confirmé qu'il la traiterait comme telle.